



PAR COURRIEL

Québec, le 16 septembre 2026

[REDACTED]

N/Réf. : 91873

**Objet : Votre demande d'accès aux documents**

[REDACTED]

Nous donnons suite à votre demande d'accès, du 3 septembre 2026, laquelle est ainsi libellée :

« je désire obtenir copie des documents permettant de connaître :

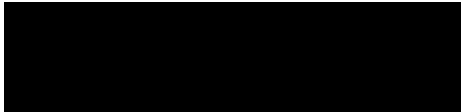
- Depuis 2024 jusqu'au mois le plus récent pour lequel les données sont disponibles en 2026, le nombre d'hommes et le nombre de femmes, pour chaque mois, idéalement en date du premier jour du mois, qui bénéficiaient d'un régime d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) au sein de la fonction publique, pour les catégories d'emploi suivantes ;
  - o Technicien
  - o Personnel de bureau
  - o Ouvrier
- Pour cette même période et pour ces mêmes catégories d'emploi, le nombre d'hommes et le nombre de femmes qui occupaient un poste au sein de la fonction publique, si possible décliné selon le statut d'emploi (régulier, occasionnel et étudiant) ;
- Pour cette même période et pour ces mêmes catégories, le nombre de postes en équivalent temps complet (ETC), décliné selon le sexe. »

Après vérification, vous trouverez ci-joint le document détenu par le Secrétariat du Conseil du trésor concernant votre demande.

...2

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, [REDACTED] nos salutations distinguées.



Mélanie Drainville  
Responsable de l'accès aux documents et  
de la protection des renseignements personnels

p. j.



## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

##### Québec

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

##### Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196  
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**

Courrier électronique : [cai.communications@cai.gouv.qc.ca](mailto:cai.communications@cai.gouv.qc.ca)

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).